

Communiqués de mars 2020

1^{er} mars :

GRANDE-SYNTHE : Journal d'une ville accueillante, info ADRA.

Distribution ADRA de ce dimanche 1er mars : au moins 240 personnes au repas sous le vent, la pluie, la grêle et un peu de soleil à la fin, beaucoup ne se sont pas déplacés à cause du mauvais temps.

CALAIS :

Mot du président de SALAM, après intervention des forces de police, ce matin, près de l'hôpital de Calais.

Les élections municipales

Ce matin un équipage d'une compagnie de CRS a voulu interrompre notre distribution

Et d'inventer des textes de loi !

Et de jouer à l'intimidation

La pluie, la grêle

Le harcèlement quotidien

Tout cela n'était pas suffisant

Empêcher nos Amis de manger

Nos fonctionnaires de police ont donc un nouveau jouet !

Les élections municipales ...

Le faible chiffre des partis extrémistes ...

Certainement aucun rapport

Deviendrions-nous paranoïaques ?

Les autorités désavoueront peut-être ces zélés fonctionnaires

Cela nous rassurerait

Notre République le mériterait

Jean-Claude Lenoir.

CE MATIN A CALAIS :

Démantèlement rue des Huttes et dans la Zone Industrielle des Dunes sous un temps épouvantable.

Deux photos jointes.

2 mars :

Suite au comportement hier des CRS, Jean-Claude Lenoir, président de Salam Nord/Pas-de-Calais, a fait un courrier au préfet pour lui signaler notre inquiétude devant l'attitude des forces de l'ordre qui inventent des lois.

Il a demandé son intervention.

3 mars : Calais aujourd'hui :

Rue des Huttes et dans la zone industrielle des Dunes.

4 mars 2020 :

COMMUNIQUÉ DE PRESSE

Dehors n'est pas un logement !

Ce 4 mars à 15h, sur la place Jean Bart, nous, regroupement d'associations travaillant avec les personnes exilées sur le Dunkerquois, et solidaires de toutes les personnes qui vivent à la rue, organisons une journée de sensibilisation et d'interpellation sur le droit au logement pour toutes et tous.

Dans la perspective des élections municipales à venir, nous, citoyennes et citoyens engagé.e.s, souhaitons voir advenir des villes accueillantes et respectant le droit fondamental au logement sur l'ensemble du Dunkerquois. Face à des politiques d'Etat inhospitalières, à la fois coûteuses en argent public et mortifères, amenant des centaines de personnes à devoir survivre dans des campements aux conditions inhumaines et indignes, les élu.e.s et futur.e.s élu.e.s du Dunkerquois, et leurs mairies, ont, de fait, un rôle central à jouer. Des initiatives multiples, portées par des habitant.e.s, des associations et des municipalités, témoignent d'ores et déjà du rôle que les mairies peuvent et doivent jouer en ce sens.

De notre côté, nous, associations, avons envoyé un courrier à l'ensemble des candidat.e.s des communes de la Communauté Urbaine de Dunkerque pour leur demander de se positionner sur 5 engagements majeurs pouvant contribuer à un meilleur accueil, autour de l'hébergement, de la scolarisation des enfants, des espaces de rencontres et d'échanges à favoriser, ainsi que la création d'un conseil citoyen de l'hospitalité à l'échelle intercommunale.

Aujourd'hui, pour que puissent enfin se développer des politiques dignes sur le logement, ainsi que des politiques d'accueil courageuses et durables à l'échelle du Dunkerquois et de l'ensemble de la frontière franco-britannique, nous demandons à l'ensemble des candidates et candidats de s'engager à :

- Se mobiliser de toutes les manières possibles pour garantir un hébergement inconditionnel

pour l'ensemble des personnes à la rue, en mettant par exemple à disposition et de manière pérenne des structures collectives adaptées ou des logements inoccupés sur les différentes communes ;

- Rencontrer les associations une fois élu.e ou réélu.e pour construire avec elles, et avec les habitant.e.s, un plan d'action pour accueillir les personnes fragilisées et à la rue, et prenant en compte la situation des personnes exilées de passage ;

- Exiger, aux côtés des associations, et face aux autorités nationales :

- un hébergement digne et inconditionnel pour toutes et tous ;
- l'arrêt du harcèlement policier et des expulsions forcées de terrain ; ce qui passe aussi par l'abrogation des arrêtés municipaux permettant ces expulsions
- l'application de l'article 17 du règlement Dublin III, qui donnerait une vraie chance aux personnes exilées qui le souhaitent de faire leur demande d'asile en France
- l'ouverture de voies légales et sûres vers l'Angleterre pour toutes et tous.

Associations signataires

ACC Minorités visibles

Adra France Antenne de Dunkerque

AMiS

L'Auberge des migrants

Bethlehem

La Cimade Grande Synthe

Collective Aides

Help refugees

Ligue des Droits de l'Homme – Dunkerque

Médecins du monde

MRAP-littoral dunkerquois

Project Play

Refugee Infobus

Refugee Rights Europe

Refugee Women's Centre

Salam Nord/Pas de Calais

Solidarity Border

Terre d'errance Steenvorde

Utopia 56

Contact Presse :

Alexandra Limousin

Association L'Auberge des Migrants

06.17.94.54.21



4 mars : Calais et Grande-Synthe :

Calais : Démantèlement au BMX, à l'Hôpital et à Marck.

Grande-Synthe, journal d'une ville accueillante, info Solidarity Borders par HRO :

Démantèlements des camps des Pakistanais ce matin au Puythouck. Les gars disent que la police a tout pris, y compris la nourriture et l'eau.

5 mars :

CALAIS : démantèlement rue des Huttes et dans la Zone Industrielle des Dunes.

GRANDE-SYNTHE, journal d'une ville accueillante,

info ADRA : Ce jeudi 05 février, petit déjeuner ADRA pour au moins 220 personnes à la Linière, sous la pluie.

info Collectiv Aid : Un camp pakistanais démantelé ce matin se trouve sans provisions.

6 mars :

CALAIS ;

démantèlement ce matin au BMX (notre photo) à l'Hôpital et à Marck.

GRANDE SYNTHÉ , journal d'une ville accueillante, info HRO

Excusez-moi, Collectiv Aid a vu hier la cuisine dévastée des Pakistanais et a cru que l'opération était du matin même. En fait c'était le résultat du démantèlement de la veille...



7 mars :

Rue des Huttes et dans la zone industrielle des Dunes.

8 mars :

Info ADRA :

Ce dimanche 08 mars, au moins 400 personnes au Repas, tout s'est bien passé.

9 mars :

Ce matin : zone industrielle des Dunes ,

Plus camp des iraniens, station essence rue des Garennes et rue des Oyats.

10 mars :

CALAIS : démantèlements au Covoiturage, à l'Hôpital, au BMX et à Marck.

GRANDE-SYNTHE, nouvelles d'une ville accueillante :

Démantèlement ce matin des camps de Pakistanais au Puythouck.

Les CRS et un officier tenant une arme ont stationné à la place du bus d'hébergement, là où les familles attendaient. Il n'y a eu aucune place d'hébergement aujourd'hui.

11 mars : Calais info HRO

- Au covoiturage,
- sur le camp des Iraniens (un sac de couchage, une tente, des couvertures, des vêtements confisqués)
- sur le camp des Soudanais (une tente, deux couvertures confisquées)
- à la station Shell (des boîtes en plastique, 5 sacs de couchage, 4 tentes, une bâche, une couverture, des vêtements, un vélo, un parapluie, un casque de mobylette.
- rue des Verrotières (d'après les gars, deux tentes confisquées), deux personnes arrêtées

12 mars :

CALAIS : info HRO :

Hôpital, BMX et Marck.

A l'Hôpital, 4 arrestations, confiscation de 8 tentes, des sacs de couchage et un jeu de cricket (!)

GRANDE-SYNTHE : nouvelles d'une ville accueillante : info ADRA

150 personnes pour le petit déjeuner.

Tout s'est bien passé.

13 mars : Calais

- Chez les Soudanais,
- station service Shell

Nombreuses tentes déplacées (aussi rue des Oyats, et au camp de Iraniens), trois confisquées

14 mars, Calais :

Hôpital (confiscation d'une tente, d'une bâche, d'un sac de couchage. Une arrestation par la PAF.)

Marck

BMX,

Station Shell

15 mars :

CALAIS :

Démantèlements rue des Huttes, route de Gravelines, rue des Oyats, plus le camp des Soudanais.

GRANDE-SYNTHE, journal d'une ville accueillante, info ADRA :

Au moins 450 repas distribués ce dimanche 15 mars. Nous avons pris des dispositions pour laisser de l'espace entre les bénévoles et les exilés.

16 mars :

CALAIS :

démantèlements ce lundi 16 mars : BMX, Marck, Hôpital.

Communiqué inter-associatif : courrier préfet coronavirus :

Monsieur le préfet de région,
Monsieur le préfet du Pas-de-Calais
Monsieur le préfet du Nord
Madame la maire de Calais,
Monsieur le maire de Grande-Synthe,
Copie :
Ministre des solidarités et de la santé
Ministre du logement
Ministre de l'intérieur
Directeur général de l'agence régional de santé des Hauts-de-France

A Calais, le 16 mars 2020

Objet : Lettre ouverte demandant des mesures à la hauteur de la crise sanitaire à la frontière franco-britannique

Monsieur le préfet de région, Monsieur le préfet du Pas-de-Calais, Monsieur le préfet du Nord,
Madame la maire de Calais, Monsieur le maire de Grande-Synthe,

Jeudi 12 mars dernier, le Président de la République s'est adressé aux français en indiquant que nous vivons la plus grave crise sanitaire depuis un siècle. Il a exprimé sa préoccupation pour les personnes les plus vulnérables. Depuis, des mesures radicales ont été prises pour protéger la majorité de la population de cette pandémie. Pour les personnes exilées sur le littoral : rien, ou si peu. Nos associations, lors d'une réunion qui s'est tenue le 5 mars 2020, puis par communiqué, ont alerté les autorités sur la nécessité de déployer des moyens adaptés pour protéger les milliers de personnes exilées et ceux qui les accompagnent à la frontière franco-britannique. La réponse publique est restée très insuffisante.

La situation des personnes exilées est innommable : absence d'hébergement, froid, humidité, stress, fatigue, entassement à plusieurs dans des tentes légères, expulsion quotidienne des lieux de vie, conditions sanitaires déplorables, insuffisance, éloignement voire absence des dispositifs d'accès à l'hygiène, etc.

L'application des mesures préconisées par le gouvernement va avoir pour conséquence de limiter les actions portées par nos associations qui apportent un peu de répit aux personnes exilées. En ce sens, cette crise révèle, si cela était nécessaire, l'insuffisance des moyens mis en place par l'Etat pour protéger ces personnes, ce qui nous expose tous et toutes, à des risques accrus.

En effet :

- comment se laver les mains régulièrement quand le point d'eau le plus proche est à plusieurs centaines de mètres, parfois à des kilomètres, de son lieu de vie ?
- comment détecter les symptômes du COVID-19 alors que survivant à la rue depuis plusieurs semaines, la santé de ces personnes est déjà extrêmement fragilisée ?
- comment les personnes susceptibles de développer des cas graves de COVID-19 peuvent se protéger alors qu'aucun dispositif d'hébergement, ni même de mise à l'abri, n'est proposé ? Comment respecter l'interdiction de rassemblement de plus de 100 personnes lorsque les lieux de distribution de repas réunissant un grand nombre de personnes constituent la seule option pour se nourrir ?
- comment appeler le 15 sans accès à un téléphone, ou à une prise pour le recharger, en l'absence de

lieux de répit ouverts la journée ? Nos associations, préoccupées par la santé de tou.te.s et notamment des plus vulnérables, demandent que des mesures soient prises en urgence pour répondre à l'ensemble de ces questions. Nous demandons à ce que le droit à l'hébergement et au logement ainsi que le droit à des conditions matérielles de vie décentes respectant le principe de dignité de tous et toutes soient appliqués de toute urgence. Cela doit passer à minima par l'ouverture de plusieurs lieux d'hébergement inconditionnels, la mise en place de sites de distribution alimentaire en nombre suffisant pour limiter les regroupements d'un trop grand nombre de personnes, l'ouverture de dispositifs spécifiques requis dans le cas de la protection des mineurs isolés ou encore le déploiement de nombreux points d'accès à l'eau et au savon. Tout ceci doit s'accompagner d'une information adaptée aux personnes exilées.

Pour échanger sur l'ensemble des mesures à déployer une réunion avec les autorités compétentes doit être organisée dans les plus brefs délais. Nous ne pouvons penser que dans une situation de crise, la seule réponse soit la traduction d'affiches de prévention et une invitation à une réunion d'information sur le coronavirus une semaine après les annonces du Président de la République, soit le jeudi 19 mars prochain.

Dans l'attente d'une réponse urgente, veuillez recevoir nos salutations inquiètes.

Associations signataires :

- ACCMV
- ADRA France antenne de Dunkerque
- AMiS
- L'Auberge des Migrants
- Bethlehem
- Collective Aid
- DROP
- EMMAUS
- FAST (First Aid Support Team)
- Help Refugees
- Human Rights Observers (HRO)
- InfoBus
- LDH Dunkerque
- Médecins du Monde
- M.R.A.P. Littoral
- Project Play
- Refugee Community Kitchen (RCK)
- Refugee Rights Europe
- Refugee Women's Centre
- Refugee Youth Service (RYS)
- Salam Nord/Pas-de-Calais
- Secours Catholique Pas-de-Calais
- Solidarity Border
- Utopia56

Contacts presse :

Juliette DELAPLACE - Secours Catholique - 06 30 06 75 99

Antoine NEHR – Utopia56 - 07 85 36 44 09

Claire MILLOT – Salam Nord/Pas de Calais - 06 34 62 68 71

17 mars :

CALAIS :

Démantèlement rue des Huttes.

Le mot du président :

ce jour SALAM a comme depuis 20 ans été sur le terrain avec sa nourriture

nous avons adapté sur CALAIS nos distributions

rue des Huttes, nos Amis ont souhaité garder la distribution traditionnelle pour apaiser l'ambiance

les autorités ont une fois de plus fait preuve d'inhumanité : ils ont osé démanteler pendant notre distribution créant un vent de panique chez nos Amis retournant récupérer leur rares effets ! DÉSOLANT !

le professionnalisme de l'équipe autour de mamie YOLAINE a donné un peu de baume au cœur

cerise sur le gâteau : le village des copains et le secours populaire nous ont rejoints avec de la nourriture pour les prochains jours : cela s'appelle la FRATERNITÉ !

veillez à votre santé !

préservez les vôtres !

jean-claude Lenoir

GRANDE-SYNTHE :

Communiqué de l'équipe de Grande-Synthe :

Un Comité Directeur élargi de Salam Nord/Pas-de-Calais pour le pôle dunkerquois de l'association s'est réuni ce matin.

Il a été décidé de suspendre provisoirement les distributions de repas sur les camps de migrants étant donné

- * la diminution impressionnante du nombre de bénévoles disponibles
- pour respecter les consignes de confinement données par le gouvernement,
- pour éviter la contamination pour eux-mêmes ou pour des proches fragiles,
- pour éviter la contamination par nous-mêmes des populations migrantes.

* l'abandon des ces populations par l'Etat, laissées entassées les unes sur les autres à au moins 400 sous les hangars de la Linière, alors que les préconisations de l'Etat étaient de ne pas se regrouper à plus de cent personnes, et que désormais plus aucun regroupement n'est autorisé.

- sans aucune hygiène : un point d'eau au Puythouck, une borne à incendie à la Linière, pas de douches, pas de toilettes, juste des affichettes rappelant la nécessité de se laver régulièrement les mains avec du savon !

Nous rappelons aussi qu'une population privée de nourriture est beaucoup plus fragile.

M. le maire de Grande-Synthe nous renvoie à l'Etat. Il n'installera rien à la Linière (terrain privé, et le chemin d'accès n'est pas non plus un terrain municipal).

Pour le moment aucune réaction de l'Etat ni aux sollicitations du maire, ni à notre courrier inter-associatif d'hier (voir communiqué d'hier soir, 16 mars).

L'Etat a le devoir de prendre en charge ces populations, de les mettre à l'abri par petits groupes dans des locaux pourvus d'équipement sanitaire et avec distribution de repas, et proches d'ici (le préfet a comme nous l'habitude des retours rapides après évacuations forcées vers des centres d'accueil situés à au moins un centaine de kilomètres).

Cette prise en charge est indispensable pour enrayer une propagation rapide du COVID 19 s'il venait à apparaître dans l'agglomération.

18 mars :

Au BMX à 6 h du matin, à 8 h à Marck et ensuite à l'Hôpital.

20 mars :

Quand un Procureur continue à s'amuser à mettre des gens sur le trottoir, en pleine période de confinement hyper dangereux...

Il le fait de son propre chef, la justice étant indépendante...

A l'heure où on demande à la population de ne pas sortir, à l'heure où la police se plaint d'être dépassée, on peut s'offusquer de voir M. le Procureur de la République mettre dehors la population migrante en faisant fi de toutes les directives nationales.

Ce matin, 20 mars, 9h, 4e jour de confinement, déjà deux camps démantelés..

Nous demandons, avec beaucoup de responsabilité, que le Procureur cesse enfin tout démantèlement.

Jean-Claude Lenoir, président de Salam Nord/Pas-de-Calais

20 mars :

Démantèlements aujourd'hui à Calais :

Marck, BMX, Hôpital,
Petit démantèlement rue des Huttes, les tentes au bord de la route ont été enlevées.

21 mars :

HEBERGEMENT EN URGENCE DE TOUT PUBLIC EN TRES GRANDE PRECARITE :

Chaque jour, de nouvelles propositions tombent sans résultat visible.

Nous insistons sur l'urgence de la situation.

Nous avons demandé à M. Le Préfet la mise en place en urgence, par l'intermédiaire de la Sécurité Civile, à Grande-Synthe comme à Calais, de plusieurs camps de 50 personnes. Cela permettrait, dans les 24 heures, dans le respect des consignes, d'éviter la promiscuité excessive sans compliquer la distribution des repas.

Ce matin encore, des démantèlements ont eu lieu à Calais, en contradiction une fois de plus avec les consignes de M. le Président de la République de laisser les gens confinés. Nous revenons sur la lourde responsabilité de M. le Procureur de la République : nous regrettons qu'à ce moment nous n'ayons pas encore eu de réponse...

Jean-Claude Lenoir, président de Salam Nord/Pas-de-Calais.

21 mars :courrier à la Ministre de la Justice

On aimerait que FRANCE 3 ait mal compris la réponse de Monsieur le Procureur !

La décision du démantèlement revient au procureur de la République de Boulogne. Celui-ci assume totalement : "*On réalise des démantèlements depuis quatre ans motivées par des constatations d'occupations illégales du terrain d'autrui. Ces occupations sont tout à fait en contravention avec le droit des propriétaires qui ont porté plainte.*"

L'entrée de la France dans une période de confinement n'altère pas sa décision : "*Rien ne me prouve que ces gens sont malades. On invite les gens qui occupent illicitement un terrain à le quitter.*"

Cela dépasse tout entendement !

Cela dépasse le scandale !

Outre le côté tragique de cette réponse, ne peut-on pas aussi penser aux policiers accablés par les tâches qui leur sont imposées... ?

Madame la Ministre de la Justice, au secours !

Jean-Claude Lenoir, président de Salam Nord/Pas-de-Calais

PS. Nous espérons que la reprise de ce communiqué par les médias permettra une prise de conscience.

(Copie de ce courrier part aussi au Président de la République, au Premier Ministre, au Ministre de l'Intérieur).

21 mars: démantèlement du jour à Calais

Ce matin : rue des Huttes, route de Gravelines, rue des Mouettes.

22 mars : le mot du président

APPEL AU CIVISME !

Et TOUJOURS DES DEMANTELEMENTS
(ce matin, au BMX, à l'Hôpital et à Marck)

alors que les PLUS GRANDS SPECIALISTES DE LA MEDECINE interpellent l'ETAT pour renforcer le CONFINEMENT.

Il n'y a pire sourd que celui qui ne veut pas entendre.

Jean-Claude Lenoir.

23 mars :

Aujourd'hui, au moins la rue des Huttes a encore été démantelée.

25 mars :

Il est 8 h 30 et le campement de la rue des Huttes a déjà été démantelé.

C'était pendant la distribution du matin.

Du coup les gens se sont agglutinés pour accéder au petit déjeuner.

Là encore, quelle lourde responsabilité par rapport à la propagation éventuelle du virus...

Alors que le conseil scientifique continue d'alerter sur le danger des déplacements, des regroupements, le Procureur de la République de Boulogne continue de jouer aux cowboys et aux Indiens.

TRISTE ET SCANDALEUX !

Jean-Claude Lenoir

Résultat : la distribution du petit déjeuner (Vie Active et Salam) a été interrompue et les gens restent agglutinés en attendant la reprise.

25 mars : et le procureur...Déjà bien avant le petit déjeuner

Dans la nuit, vers 3 h du matin, les gens du campement de Marck en Calais disent avoir été réveillés par le gazage des tentes, des couvertures, de la nourriture et de l'eau.

Les traces de gaz sont visibles.

Plus tard dans la nuit les jeunes du BMX racontent que c'est à coups de matraque qu'ils ont été réveillés.

Deux blessés à soigner.

Pas de démantèlement ce matin derrière l'Hôpital.

Où est la confiance qui va être nécessaire au déplacement de ces populations dans les jours qui viennent ?

Jean-Claude Lenoir, président de Salam NPDC

26 mars :

Ce matin, démantèlement à Marck, à l'Hôpital et au BMX, la police stationne devant au niveau du rond point

27 mars : démantèlement ce matin :

À M. Le Procureur,
A M. Le Préfet,
Aux forces de police et de gendarmerie,
Il y a deux sortes de gens : ceux qui peuvent être confinés et les migrants qui continuent à voir leurs campements démantelés.
Encore ce matin, rue des Huttes...

Jean-Claude Lenoir, président de Salam Nord/Pas-de-Calais

29 mars, après la conférence de presse :

M. le Premier Ministre,
M. le Ministre de la Santé,

Pouvez-vous, s'il vous plaît, recommencer votre conférence de presse ?

Ni M. le Procureur, ni M. le Préfet, ni les forces de police et de gendarmerie ne vous ont entendus répéter vos consignes de non rassemblement, de mise à l'abri.

Dès 7h ce matin les démantèlements reprenaient à Calais sans ménagement. ..

Jean-Claude Lenoir, président de Salam Nord/pas-de-Calais

29 mars :

Hier, selon nos amis (nous n'avons pas vu les forces de l'ordre) : démantèlement au Stadium.

Aujourd'hui, rue des Huttes malgré la grêle et le vent.

30 mars :

BMX, Hôpital et Marck.

31 mars : Ce matin encore

A l'heure où tout doit être confiné, mis à l'abri,
A l'heure où le gouvernement enjoint d'héberger les plus précaires,
M. Le Procureur, M. le Préfet, les forces de l'ordre continuent à s'amuser à démanteler nos amis...

Jean-Claude Lenoir, président de Salam Nord/Pas-de-Calais

Pour l'association Salam : Claire Millot